



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDÈCHE



Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Unité territoriale Drôme-Ardèche

**ARRETE PREFECTORAL n° 2014 309 - 0007** mettant en demeure  
l'établissement **ORRION CHEMICALS METALCHEM** sis à La Voulte-sur-Rhône de  
respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004  
modifié par l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011

**Le Préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;

**VU** le récépissé du 13 août 2009 de la déclaration de changement d'exploitant déposée par la société **ORRION CHEMICALS METALCHEM** concernant l'exploitation sise à La Voulte-sur-Rhône, autorisée par arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 au nom de Pharmacie Centrale de France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société **ORRION CHEMICALS METALCHEM** et modifiant l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** les résultats des contrôles des rejets atmosphériques réalisés les 20 septembre 2012 et 19 février 2014, et du contrôle inopiné des rejets réalisé le 27 mai 2014 ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 5 août 2014 relatif à l'inspection réalisée sur le site de l'établissement **ORRION CHEMICALS METALCHEM** à La Voulte-sur-Rhône le 1<sup>er</sup> juillet 2014, notifié à l'exploitant le 16 octobre 2014 et valant consultation sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

**VU** les observations de l'exploitant en date du 20 octobre 2014 ;

**CONSIDERANT** les non-conformités à l'article 4, point 4.6 de l'arrêté préfectoral n°2004-294-13 du 20 octobre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011, mesurées sur les concentrations des rejets atmosphériques d'oxydes d'azotes lors des contrôles réalisés les 20 septembre 2012, 19 février 2014 et 27 mai 2014 ;

**CONSIDERANT** que les premières actions mises en place par l'exploitant n'ont pas permis de retrouver une conformité des rejets ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu dès lors de faire application de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** les délais nécessaires à la finalisation de l'étude d'optimisation de l'installation de traitement et des travaux associés ;

**SUR PROPOSITION DU** Secrétaire Général ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société ORRION CHEMICALS METALCHEM est mise en demeure de respecter sous 6 mois les dispositions du point 4.6 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2004-291-13 du 20 octobre 2004 modifié par l'arrêté n°2011019-0019 du 19 janvier 2011, concernant la valeur limite de rejets en oxydes d'azotes (NOx) des effluents atmosphériques.

**Article 2 :** Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 : Délais et voie de recours (article L.514-6 du code de l'environnement)**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**Article 4 : Exécution - Ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au représentant légal de l'exploitant. Une copie dudit arrêté sera également adressée au maire de La Voulte-sur-Rhône.

A Privas, le **05 NOV. 2014**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Denis MAUVAIS